

RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1986 B 13026

Numéro SIREN : 624 500 195

Nom ou dénomination : Z RETAIL

Ce dépôt a été enregistré le 24/07/2018 sous le numéro de dépôt 68088



20180680882017

DATE DEPOT : 24/07/2018

N° DE DEPOT : 68088

N° GESTION : 1986B13026

N° SIREN : 624500195

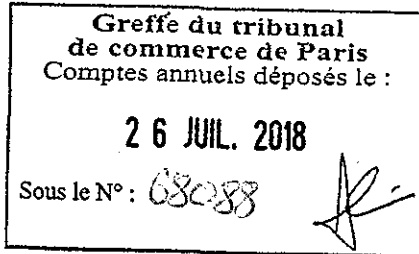
DENOMINATION : Z RETAIL

ADRESSE : 6 bis r G.Laumain 75010 Paris

MILLESIME : 2017

" Z RETAIL "

Société par actions simplifiée au capital de 54 400 000 €



SIEGE SOCIAL : PARIS (75010)
6 bis rue Gabriel Laumain

:-

624 500 195
R.C.S. : PARIS
(86 B 13026)
S.I.R.E.T. : 624 500 195 01602

:-

ASSEMBLEE GENERALE A CARACTERE MIXTE

DU VINGT DEUX JUIN DEUX MIL DIX-HUIT

APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017

TROISIEME DECISION

L'associée unique constate l'existence d'une perte de 1 810 202,22 €
qu'elle décide d'affecter de la manière suivante :

- Au compte "REPORT A NOUVEAU" (1 810 202,22 €)
=====

Ce compte qui présente un solde débiteur de 79 819 828,50 € sera
ainsi porté à 81 630 030,72 €.

Conformément aux dispositions légales, il est rappelé qu'aucune
distribution de bénéfices n'a été effectuée au titre des trois derniers exercices.

COPIE CERTIFIEE CONFORME
LA PRESIDENTE
KIDILIZ GROUP
Rémy BAUME

" Z RETAIL "

Société par actions simplifiée au capital de 54 400 000 €

**SIEGE SOCIAL : PARIS (75010)
6 bis rue Gabriel Laumain**

--

**624 500 195
R.C.S. : PARIS
(86 B 13026)
S.I.R.E.T. : 624 500 195 01602**

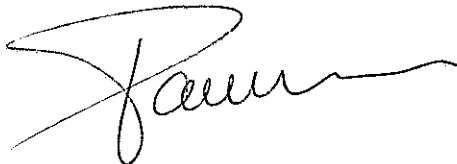
--

ASSEMBLEE GENERALE A CARACTERE MIXTE

DU VINGT DEUX JUIN DEUX MIL DIX-HUIT

APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017

**COPIE CERTIFIEE CONFORME
LA PRESIDENTE
KIDILIZ GROUP
M. Rémy BAUME**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Baume', with a large, stylized initial 'B'.

NOTE 26 - REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Rémunérations directes : NEANT

Rémunérations indirectes : NEANT

NOTE 27 - IDENTITE DES SOCIETES MERES CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE

SOFIZA

6 bis rue Gabriel Laumain
75010 PARIS

N° Siret : 487 544 082 00018

Code ape : 7010 Z

Notre société, en tant que filiale de KIDILIZ GROUP est intégrée globalement dans les comptes de la société mère SOFIZA.

NOTE 28 – TRANSACTIONS EFFECTUEES AVEC DES PARTIES LIEES

Aucune transaction significative n'a été conclue avec des parties liées en dehors des conditions normales de marché au cours de l'exercice 2017.

NOTE 29 - EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement significatif postérieur à la clôture n'est connu à ce jour.

NOTE 22 - ENGAGEMENTS HORS BILANEngagements donnés

Engagements Donnés	31/12/2016	31/12/2017
Avals et cautions (donnés)	307 000 €	267 000 €
Hypothèques et nantissements (donnés)		
Clause retour meilleure fortune (donnés)	1 259 319 €	1 259 319 €

Droit Individuel à la Formation

Depuis le 1er janvier 2015, le Droit Individuel à la formation (DIF) a été supprimé et remplacé par le Compte Personnel de Formation (CPF).

Engagements reçus

Engagements reçus	31/12/2016	31/12/2017
Avals et cautions (reçus)	5 338 000 €	5 435 000 €
Clause retour meilleure fortune (reçu)		
Autres engagements reçus	25 000 €	25 000 €

(1) Abandon de créance accordé à la société Groupe Zannier Italie, le retour à meilleure fortune interviendra dès que le résultat fiscal de Groupe Zannier Italie sera positif, au plus tard le 31 décembre 2025, après prise en compte de la créance abandonnée. Toutefois, le retour à meilleure fortune ne pourra excéder annuellement 30% du résultat fiscal de Groupe Zannier Italie retenu au-delà de 100 000 € et avant prise en compte d'une somme équivalente audit résultat fiscal.

NOTE 23 - INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE

L'indemnité de départ à la retraite a fait l'objet d'une comptabilisation d'une dotation de provision dans le compte de "provisions pour risques" pour un montant de 121 454 €. La provision au 31.12.17 est donc de 716 581 euros.

NOTE 24 - INSTRUMENTS FINANCIERS DE CHANGE ET DE TAUX

NEANT

NOTE 25 - EFFECTIF MOYEN

	2017	2016
Cadres	0	0
Employés	383	382
Techniciens - maîtrise	175	183
Effectif salariés	558	565

NOTE: 21	INCIDENCES FISCALES DEROGATOIRES
----------	----------------------------------

(en €)	31/12/2016	Augmentations	Diminutions	31/12/2017
Amortissements dérogatoires	20 152	6 502	1 825	24 829
Total	20 152	6 502	1 825	24 829

Variation de la charge fiscale future

NOTE: 20		VARIATION DE LA CHARGE FISCALE FUTURE		
(en €)	31/12/2016	Augmentations	Diminutions	31/12/2017
Différences temporaires fiscales	(31 524)		(83 378)	(114 902)
Produits et charges non encore comptabilisés		119 108		119 108
Situation fiscale différée nette	(31 524)	119 108	(83 378)	4 206
Déficit reportable	(28 778 110)		(1 105 387)	(29 883 497)
Moins-values à long terme antérieurs à l'intégration fiscale				
Moins-values à long terme dans l'intégration fiscale				
Situation fiscale latente nette	(28 778 110)	0	(1 105 387)	(29 883 497)

NOTE: 21	CREANCES ET DETTES REPRESENTÉES PAR DES EFFETS DE COMMERCE
----------	--

(en €)	31/12/2017	31/12/2016
Créances clients et comptes rattachés		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	109 918	65 706
Dettes fournisseurs d'immobilisations	97 440	1 080 297

NOTE: 20	PARTICIPATION DES SALARIES AUX RESULTATS
----------	--

(en €)	Montant
Dotation à la réserve spéciale de participation de l'exercice	80 022,51

Le montant figurant au compte de résultat, correspond à la quote part de participation des salariés déterminée globalement au niveau de l'UES dont fait partie la société.

NOTE: 19	IMPOT SUR LES BENEFICES
----------	-------------------------

"Intégration fiscale

Depuis le 1er janvier 2006, SOFIZA S.A.S. et ses principales filiales ont opté pour le régime fiscal des groupes de sociétés (article n°68, loi de finances 1988). Le périmètre d'intégration comprend sept sociétés. SOFIZA S.A.S. est la société mère.

Conformément à la convention d'intégration fiscale, la méthode de neutralité a été retenue comme schéma de comptabilisation. L'économie d'impôt sur les sociétés, réalisée par le Groupe et consécutive à la remontée des déficits fiscaux des filiales, bénéficie uniquement à la société mère.

Ventilation de l'impôt entre le résultat courant et le résultat exceptionnel

Répartition	Résultat avant impôts	Impôts	Participations	Résultat net après impôts
Résultat courant	1 105 800	(76 830)	(138 866)	890 105
Résultat exceptionnel	(2 700 307)			(2 700 307)
Résultat comptable	(1 594 507)	(76 830)	(138 866)	(1 810 202)

NOTE: 18	RESULTAT EXCEPTIONNEL	
(en €)	31/12/2017	31/12/2016
(Dotations)/reprises des provisions des litiges contentieux commerciaux et sociaux	990 225	326 646
Plus ou moins-values nettes sur cessions d'actifs	(2 138 988)	308 184
Abandon de créance a caractere commercial		
Autres profits et (pertes) exceptionnels	(1 551 544)	(1 800 937)
Total	(2 700 307)	(1 166 107)

NOTE: 17	RESULTAT FINANCIER	
(en €)	31/12/2017	31/12/2016
Frais générés par l'endettement long moyen terme	(40 753)	(46 769)
Résultat financier sur opérations d'exploitation	(1 327 118)	(854 545)
Opérations sur autres titres immobilisés	1 018 114	373 257
Total	(349 757)	(528 057)
<i>dont entreprises liées (Charges)</i>	<i>970 732</i>	<i>824 736</i>
<i>dont entreprises liées (Produits)</i>	<i>989 108</i>	<i>54 257</i>

NOTE: 16	AUTRES CHARGES ET PRODUITS D'EXPLOITATION
-----------------	--

	PRODUITS D'EXPLOITATION	
(en €)	2 017	2 016
Transferts de charges	306 166	685 086
Redevances	295 865	3 994 614
Prod immos incorp		
Autres	110 635	435 141
Total	712 666	5 114 841

dont entreprises liées 274 3 592 510

	AUTRES CHARGES	
(en €)	2 017	2 016
Redevances	(34 611)	(5 379 242)
Pertes sur créances irrécouvrables	(68 834)	(106 404)
Autres	(1 712)	(2 296)
Total	(105 156)	(5 487 941)

dont entreprises liées 17 789 5 218 626

NOTE: 15	VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES			
(en €)	France	Export	31/12/2017	31/12/2016
Vente de marchandises	58 808 377	8 302	58 816 678	65 609 427
Prestations de services	1 210 641	369 234	1 579 875	1 771 429
Total	60 019 017	377 535	60 396 553	67 380 856

*dont entreprises liées**1 115 936**2 758 809*

NOTE: 14 (en €)	COMPTE DE REGULARISATION PASSIF				
	-1 an	1 à 5 ans	+5 ans	31/12/2017	31/12/2016
Produits Constatés d'avance	464 284			464 284	458 791
Ecart de conversion passif	357 323			357 323	
Total	821 607	0	0	821 607	458 791

NOTE: 13	AUTRES DETTES				
(en €)	-1 an	1 à 5 ans	+5 ans	31/12/2017	31/12/2016
Dettes fournisseurs	8 917 334			8 917 334	11 504 562
Dettes fiscales et sociales	5 304 570			5 304 570	3 357 986
Groupe et associés	59 093 262			59 093 262	51 450 456
Autres dettes	465 659			465 659	1 745 429
Total	73 780 825			73 780 825	68 058 433
<i>Dont charges à payer</i>				5 271 561	5 478 226
<i>Dont entreprises liées</i>				64 189 754	58 914 435

NOTE: 12	DETTES FINANCIERES				
(en €)	-1 an	1 à 5 ans	+5 ans	31/12/2017	31/12/2016
Emprunts					
Depots recus					
Fonds de participations	14 885			14 885	16 188
Concours bancaires courants	2 714 923			2 714 923	2 713 418
Total	2 729 808	0	0	2 729 808	2 729 606

Provisions pour risques et
charges

Déclaration au 31/12/2017

NOTE: 11					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES					
(en €)	31/12/2016	Augmentations	Diminutions Pour utilisation	Diminutions Sans objet	31/12/2017
Provision pour litiges	73 500	9 090	69 050		13 540
Provision pertes change		357 323			357 323
Autres provisions pour risques	1 392 258		1 004 571		387 687
Provision pour indemnité de retraite	595 127	121 454			716 581
Autres provisions pour charges					
Total	2 060 885	487 867	1 073 621		1 475 131

NOTE: 10		Variation des capitaux propres:				
Avant affectation du résultat (en €)	Nombre d'action	Capital	Prime d'émission	Autres Réserves	Impact Fusion	Capiteux Propres
31/12/2016	1 700 000	54 400 000	2 269 203	-58 804 569	0	-2 135 366
Augmentation capital						
Autres reserves						
Frais création 2015 immobilisés						
Reprises aux provisions réglementées				4 677		
Résultat de l'exercice				(1 810 202)		
31/12/2017	1 700 000	54 400 000	2 269 203	-60 610 094,25	0	-3 940 891,25

Au 31 Décembre 2017, le capital social de notre société s'élève à 54 400 000 euros, divisé en 1 700 000 actions de 32 euros chacune libérées. Chaque action confère un droit de vote à son détenteur.

NOTE: 9		COMPTES DE REGULARISATION ACTIF			
Charges Constatées d'avances (en €)	-1 an	+1 an	31/12/2017	31/12/2016	
D'exploitation	1 126 717	0	1 126 717	1 235 902	
Financières					
Exceptionnelles					
Total	1 126 717	0	1 126 717	1 235 902	

Charges à répartir (en €)	Charges différées	Frais d'acquisitiona immobilisations	Frais d'émissions emprunts	Charges à étaler	Autres	Total
Valeurs brutes:						
31/12/2016			0			
Entrées			0			
Sorties			0			
31/12/2017			0			
Amortissements:						
31/12/2016			0			
Dotations			0			
Reprises			0			
31/12/2017			0			
Valeurs nettes:						
31/12/2016			0			
31/12/2017			0			

Dont à plus 1 an

0

NOTE:8	DISPONIBILITE			
	Disponibilité (en €)	-1 an	+ 1 an	
			31/12/2017	31/12/2016
Valeur mobilière				
Trésorerie Active		3 542 407	3 542 407	3 228 422

effets à l'encaissement

Recettes à l'encaissement 743 423,37 555 460,77

NOTE: 7 (en €)	AUTRES CREANCES			
	-1 an	+ 1 an	31/12/2017	31/12/2016
Créances fiscales et sociales (1)	563 074		563 074	1 441 460
Groupe et associés	3 596 165		3 596 165	2 889 042
Autres	11 168 241		11 168 241	1 873 163
Montant brut	15 327 480		15 327 480	6 203 665
Provisions pour dépréciation				
Montant net	15 327 480		15 327 480	6 203 665
<i>(1) Dont entreprises liées</i>	<i>3 596 165</i>			<i>2 889 042</i>
<i>Dont produits à recevoir</i>	<i>10 596 000,65</i>			<i>423 299</i>

NOTE: 6	CLIENTS			
	Créances Clients (en €)	-1 an	+ 1 an	
			31/12/2017	31/12/2016
Clients (1)		2 654 540	2 654 540	3 520 008
Clients douteux		12 965	12 965	24 369
Montant brut		2 667 504	2 667 504	3 544 377
Provisions pour dépréciation		(18 869)	(18 869)	(28 372)
Montant net		2 648 636	2 648 636	3 516 005

(1) Dont entreprises liées

1 518 940

2 868 682

Dont produits à recevoir

767 701

2 734 495

NOTE: 5	STOCKS	
	31/12/2017	31/12/2016
(en €)		
Produits intermédiaires et finis	13 626 621	15 928 344
Marchandises et autres	177 647	157 250
Autres biens		
Montant brut	13 804 268	16 085 594
Provisions pour dépréciation	(115 762)	(246 911)
Montant net	13 688 506	15 838 683

NOTE 4 - TABLEAU DES FILIALES

Sociétés ou groupe de sociétés	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenus en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice écoulé	Bénéfice ou perte (-) du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
(en milliers d'euros)		(1) (3)	(1) (3)					(2) (3)	(1) (3)	
A) FILIALES (50 % au moins du capital détenu par la société)										
1) - FRANÇAISES										
Néant										
2) - ETRANGERES										
CAZ APPRO	56	6	50,00	39	39			322	199	
CAZ MAROC	9	(79)	99,90	10	0	17	-	-	0	0

B) PARTICIPATIONS (10 à 50 % du capital détenu par la société)

Néant

(1) Le cours d'évaluation retenu est le taux de clôture

(2) Le cours d'évaluation retenu est le taux moyen

(3) Les chiffres ci-dessous sont ceux retenus pour la consolidation

(4) Société sans activité

NOTE: 3		IMMOBILISATIONS FINANCIERES		
(en €)	Titres de participations	Autres titres immobilisés	Prêts et autres immobilisations financières	Total
Valeurs brutes :				
31/12/2016	1 785 017	189	3 003 004	4 788 210
Fusions				
Acquisitions	631 786		208 769	840 555
Cessions			(129 177)	(129 177)
31/12/2017	2 416 803	189	3 082 596	5 499 588
Amortissements et provisions				
31/12/2016	225 000			225 000
Fusions				
Dotations				
Reprises	(2 000)			(2 000)
31/12/2017	223 000			223 000
Valeurs nettes :				
31/12/2016	1 560 017	189	3 003 004	4 563 210
31/12/2017	2 193 803	189	3 082 596	5 276 588
Dont produits à recevoir :	0	0	0	0
Dont entreprises liées :	2 172 885	0	0	2 172 885

NOTE: 2		IMMOBILISATIONS CORPORELLES		
(en €)	Terrains et agencements terrains	Constructions	Autres immobilisations	Total
Valeurs brutes :				
31/12/2016	5 079	186 377	31 092 111	31 283 567
Fusions	0			
Acquisitions	0	0	3 020 809	3 020 809
Cessions	0	0	(2 374 593)	(2 374 593)
31/12/2017	5 079	186 377	31 738 327	31 929 783
Amortissements et provisions				
31/12/2016	0	(172 825)	(19 972 629)	(20 145 454)
Fusions				
Dotations		(1 253)	(3 776 076)	(3 777 329)
Reprises sur cessions		0	1 700 075	1 700 075
31/12/2017	0	(174 078)	(22 048 630)	(22 222 708)
Valeurs nettes :				
31/12/2016	5 078	13 551	11 119 482	11 138 111
31/12/2017	5 079	12 299	9 689 298	9 706 675

0	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
(en €)	Frais d'établissement et développement	Concessions, brevets, et droits similaires	Fonds commercial	Autres immobilisations incorporelles	Avances et acomptes	Total
Valeurs brutes :						
31/12/2016	5 138 350	1 134 407	29 663 527	5 530	365 000	36 306 814
Fusions			301 301			
Acquisitions			1 125 000		95 422	1 220 422
Virement poste a poste		676 874	(676 874)			
Cessions			(2 021 628)		(365 000)	(2 386 628)
31/12/2017	5 138 350	1 811 281	28 391 326	5 530	95 422	35 140 608
Amortissements et provisions						
31/12/2016	(3 561 536)	(774 929)	(6 522 000)			(10 858 465)
Fusions						
Dotations	(1 481 720)	(34 899)	(2 009 000)			(3 525 619)
Reprises sur cessions			1 777 000			1 777 000
31/12/2017	(5 043 256)	(809 828)	(6 754 000)			(12 607 084)
Valeurs nettes :						
31/12/2016	1 576 814	359 477	23 141 527	5 530	365 000	25 448 349
31/12/2017	95 094	1 001 453	21 637 327	5 530	95 422	22 533 524

Le Règlement ANC 2015-06 modifiant le règlement ANC N°201-03 relatif au Plan Comptable Général conduit à comptabiliser le mali technique de fusion au bilan par catégorie d'actif selon son affectation aux plus-values latentes sur les actifs sous-jacents apportés. Ainsi, le mali technique de fusion est affecté aux plus-values latentes sur le portefeuille de marques détenues et non plus en fonds commercial.

Frais établissement (en €)	Valeurs nettes
Frais de création	95 094
31 décembre 2017	95 094

Eléments du fonds commercial	Valeurs nettes	Amortissement Durée	Taux
Fonds commercial	6 979 763		
Droits d'entrée	2 374 898		
Droit au bail	19 036 666		
Provision dépréciation fonds commercial (-)	-6 754 000		
31 décembre 2017	21 637 327		

- La table de vie statistique est déterminée à partir de la table de mortalité 2009-2011 publiée par l'INSEE

Ces engagements d'indemnités de départ à la retraite ont fait l'objet, pour partie, d'un versement sur un contrat de couverture externalisé au cours des années antérieures. La provision constatée au bilan correspond à la part des engagements non couverts par ce contrat. La part de l'engagement couverte par le contrat externalisé est de 57% en fin d'année. Les écarts actuariels sont constatés en résultat.

12 - Impôt sur les sociétés

Il est calculé à partir du résultat fiscal auquel est appliqué le taux d'impôt société en vigueur.

13 - Crédit Impôt Compétitivité Emploi

La société bénéficie du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi calculé conformément à l'article 244 quater C du CGI au taux de 7%

Pour l'exercice 2016, le CICE s'élève à 877 862.03 €, comptabilisé au crédit d'un sous-compte dédié du compte 64 « Charges de personnel ».

Le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) est principalement affecté à la réalisation d'efforts en matière d'investissement, de prospection de nouveaux marchés, et de reconstitution du fonds de roulement.

14- Changements de méthodes de présentation

Les méthodes d'évaluation retenues n'ont pas subi de modifications de nature à empêcher la comparaison d'un exercice à l'autre.

Les indemnités versées lors de l'entrée dans les centres commerciaux, qui correspondent aux dépréciations de valeur des immeubles sur la durée du bail, sont comptabilisées en charges constatées d'avance et amorties sur la durée du contrat de location.

7 - Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont destinées à couvrir des risques et des charges que les événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet, mais dont la réalisation est incertaine.

8 - Subventions d'investissement

Néant.

9 - Comptabilisation des opérations sur les instruments financiers

Les gains et pertes relatifs à des opérations de couverture effectuées sur le marché organisé et sur le marché de gré à gré sont enregistrés au moment du dénouement de l'opération de couverture.

10 - Rachat d'actions propres

Les actions de notre société, détenues par elle-même sont inscrites :

- en valeurs mobilières de placement, à l'actif du bilan, lorsque ces titres auto-détenus sont, dès l'origine, affectés explicitement à l'attribution aux salariés ou destinés à régulariser les cours,
- dans le poste "Autres titres immobilisés" dans les autres cas.

11 - Indemnité de départ à la retraite

La provision pour indemnités de départ à la retraite est calculée sur la base des droits acquis par les salariés en tenant compte des hypothèses suivantes :

- Turn over : il est calculé société par société, sur la base d'une moyenne des entrées et sorties constatées dans chaque catégorie de personnel (Cadre, Etam, Employé) au cours des 3 dernières années. Les taux constatés en 2017 sont compris dans une fourchette [9% ; 29%] et sont représentatifs des différents métiers au sein du Groupe (Création et Style, Approvisionnement et Logistiques, Commercial, Force de vente boutiques, Administratif)
- Pondération du Turn-over sur la base des départs constatés en 2017. Le taux de pondération est compris dans une fourchette de 0 à 44% en fonction des tranches d'âge et catégories professionnelles.
- Le taux d'actualisation est déterminé à partir des conditions de financement Long Terme constatées sur les marchés financiers à chaque clôture. Le taux retenu est déterminé sur la base des taux d'une *duration* de 12 ans sur la Zone Euro. Il est passé de 1,1% à 1,45% au titre de l'année 2017, la baisse en tendance étant cohérente avec celle constatée sur les marchés à cette date.
- La revalorisation et l'inflation retenue pour les calculs sont déterminées à partir de l'inflation constatée en 2017/2016. Le taux retenu en 2017 est de 1,2%.

Les amortissements, calculés d'après les durées et les modes ci-dessus et selon les coefficients admis fiscalement sont considérés comme correspondant à la durée normale d'utilisation des actifs. La différence d'amortissement constaté entre la valeur d'utilité et la valeur d'usage est prise en compte par le biais d'un amortissement dérogatoire.

Immobilisations financières

La valeur brute des immobilisations financières est constituée par le coût d'acquisition hors frais accessoires.

Une provision est constituée si la valeur d'usage des participations ou si la valeur du marché des autres titres est inférieure à leur valeur d'acquisition.

La valeur d'usage s'apprécie d'une part, en fonction de l'utilité que la participation présente pour notre société et d'autre part, en fonction des perspectives de rentabilité de la société détenue.

2 - Stocks

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements dans les entrepôts comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les stocks en magasin sont valorisés au coût d'acquisition majoré des frais de mise en place.

Une provision pour dépréciation des stocks est constituée lorsque la valeur probable d'écoulement est inférieure à la valeur brute déterminée selon les modalités ci-dessus.

3 - Créances

Elles sont valorisées à leur valeur nominale et font l'objet d'une provision pour dépréciation, appréciée au cas par cas, pour tenir compte des risques de recouvrement.

4 - Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les créances, les dettes et les disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de clôture. La différence résultant de l'actualisation des créances et dettes en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "Ecart de conversion". Les pertes latentes de change non compensées par des couvertures font l'objet d'une provision pour risque.

5- Valeurs mobilières de placement

Néant.

6 - Comptes de régularisation

Les coûts d'élaboration des nouveaux produits sont depuis le 1er janvier 2005 maintenus en charge de la période à l'exception des surcoûts constatés en cas de démarrage d'une nouvelle marque ou d'une nouvelle licence.

Les frais d'émission d'emprunts sont étalés sur la durée des emprunts correspondants.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

« Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017 sont établis suivant les prescriptions du règlement de l'ANC N°2016-07 du 4 novembre 2016, homologué par arrêté du 26 décembre 2016 et modifiant le règlement n°2014-03 relatif au plan comptable. La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes : »:

1 - Immobilisations et amortissements

Immobilisations incorporelles

Les marques sont valorisées à leur coût d'acquisition. La valeur nette comptable des marques fait l'objet d'un test de dépréciation dès lors qu'un indice de perte de valeur est constaté. Une provision pour dépréciation est éventuellement constituée si la valeur nette comptable des marques est supérieure à la valeur actuelle (la plus élevée de la valeur vénale ou de la valeur d'usage). La valeur d'usage est déterminée en utilisant la méthode des redevances.

Les logiciels sont immobilisés en fonction de leur coût d'acquisition et font l'objet d'un amortissement linéaire de 1 à 5 ans en fonction de leur durée d'utilisation. Les coûts de développement en interne de logiciels sont immobilisés lorsque les conditions d'activation sont réunies. Ces coûts comprennent essentiellement les frais du personnel de développement et les coûts des prestataires externes.

A l'exception des coûts de développement informatique, les immobilisations incorporelles générées en interne ne sont pas activées et les dépenses sont comptabilisées en charge l'année au cours de laquelle elles sont encourues. Les fonds commerciaux sont comptabilisés à leur valeur d'entrée. Les frais d'acquisition sont comptabilisés directement en charges. Une provision pour dépréciation est éventuellement constituée pour les fonds acquis sur la base de leur valeur actuelle (la plus élevée de la valeur vénale ou de la valeur d'usage).

Mali de fusion

L'opération de fusion de la société DH Distribution dans Z Retail en 2017 a généré un mali de fusion de 301 K€.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur prix de revient d'origine.

Les amortissements des immobilisations ont été calculés en fonction de la durée d'utilisation des biens, en utilisant soit le système linéaire, soit le système dégressif sur les durées d'utilisation suivantes :

Eléments	Type d'amortissement	Durée
Constructions	Linéaire	20 à 30 ans
Agencements	Linéaire	8 à 10 ans
Installations techniques matériel et outillage	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	Dégressif	4 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	10 ans

Dans le contexte de réorganisation du Groupe qui s'est traduit en 2016 par le changement de dénomination des entités sociales mais surtout par la fusion de 12 entités françaises, le groupe a une nouvelle organisation fonctionnelle qui lui permet à compter de l'exercice 2017 de faire évoluer sa politique de prix de transfert.

Une analyse fonctionnelle a permis de déterminer les risques et fonctions de chaque société du Groupe.

De part sa nouvelle organisation, la société KIDILIZ GROUP regroupe l'ensemble des marques, licences, clients et dirige les différents réseaux de distribution, ce qui qualifie la société d'entrepreneur principal. Inversement les autres sociétés ont des risques et fonctions limitées, elles sont qualifiées de fournisseur ou distributeur de routine.

Cette nouvelle politique de prix de transfert se traduit par une simplification des flux de facturation intragroupe, une suppression de la facturation de prestations de services intragroupe et de redevance de marque.

La méthode de prix de transfert retenue est la méthode transactionnelle de la marge nette basée sur des taux de marge issus de benchmarks de sociétés comparables. Les ajustements de prix de transfert se traduisent donc par un ajustement de résultat d'exploitation garanti par Kidiliz Group à ses distributeurs ou société de sourcing.

S'agissant d'ajustement de résultat d'exploitation qui intègre par nature des charges d'exploitation de natures diverses et notamment les frais de personnel et de loyer par nature non incorporables aux stocks, la valeur des stocks détenus en fin de période n'est pas impactée par ces ajustements de marge garantie.

Cette nouvelle politique de prix de transfert est documentée par le Master file, le Local file si applicable et le conversion file.

Les écritures de marge garantie comptabilisées sur l'exercice 2017 ont eu un impact sur le résultat d'exploitation de + 15 779 540.91€.

Le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), annoncé aux organes représentatifs des salariés au cours du mois de Novembre 2014, a été signé en février 2015. Pour rappel, une provision pour restructuration de 2,8 M€, calculée sur une hypothèse de suppression de 49 postes, avait été comptabilisée à fin décembre 2014. Au 31 décembre 2015, le groupe a finalement décidé de réduire le nombre de postes supprimés qui a été ramené à 34 personnes. Au 31 décembre 2016 la provision résiduelle a été actualisée en fonction des nouvelles hypothèses et des coûts réels constatés. Elle s'élève à 1 229 K€ après prise en compte d'une reprise de 158 K€ dont 0 K€ sans objet. Au 31 décembre 2017, la provision résiduelle s'élève à 299 K€ (5 personnes restant à notifier), après constatation d'une reprise de provision de 930K€ (dont 791K€ sans objet).

En novembre 2017, la société Z Retail a absorbé la société DH Distribution, détenue à 100%.

Formulaires obligatoires (article 53 A
du Code général des impôts)Désignation de l'entreprise : **SAS Z RETAIL (ZANNIER) S.A.S**Néant ☐ *

CADRE A		ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut 1		A 1 an au plus 2		A plus d'un an 3			
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	UL		UM	1 153 457	UN	1 153 457				
	Prêts (1) (2)	UP	953 101	UR		US		953 101			
	Autres immobilisations financières	UT	2 129 494	UV		UW		2 129 494			
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux	VA	12 964		12 964						
	Autres créances clients	UX	2 654 539		2 654 539						
	Créance représentative de titres (Provision pour dépréciation prêtés ou remis en garantie * (antérieurement constituée) UO)	ZI									
	Personnel et comptes rattachés	UY	8 556		8 556						
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	UZ	10 367		10 367						
	Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	VM								
		Taxe sur la valeur ajoutée	VB	535 459		535 459					
		Autres impôts, taxes et versements assimilés	VN								
		Divers	VP	8 690		8 690					
	Groupe et associés (2)	VC	3 596 165		3 596 165						
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	VR	11 168 240		11 168 240						
	Charges constatées d'avance	VS	1 126 716		1 126 716						
	TOTALUX			VT	23 357 753	VU	20 275 158	VV	3 082 595		
RENOIS	(1)	Montant des	- Prêts accordés en cours d'exercice	VD	59 565						
			- Remboursements obtenus en cours d'exercice	VE	7 241						
	(2)	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)	VF								
CADRE B		ÉTAT DES DETTES		Montant brut 1		A 1 an au plus 2		A plus d'1 an et 5 ans au plus 3		A plus de 5 ans 4	
Emprunts obligataires convertibles (1)		7Y									
Autres emprunts obligataires (1)		7Z									
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	à 1 an maximum à l'origine	VG	2 714 922		2 714 922						
	à plus d'1 an à l'origine	VH									
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)		8A	14 884		14 884						
Fournisseurs et comptes rattachés		8B	8 494 889		8 494 889						
Personnel et comptes rattachés		8C	1 807 968		1 807 968						
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		8D	1 274 345		1 274 345						
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	8E									
	Taxe sur la valeur ajoutée	VW	1 861 074		1 861 074						
	Obligations cautionnées	VX									
	Autres impôts, taxes et assimilés	VQ	361 182		361 182						
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		8J	422 444		422 444						
Groupe et associés (2)		VI	59 093 262		59 093 262						
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)		8K	462 131		462 131						
Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie *		ZZ									
Produits constatés d'avance		8L	464 284		464 284						
TOTALUX			VY	76 971 389	VZ	76 971 389					
RENOIS	(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice	VJ	117	(2)	Montant des divers emprunts et dettes contrac- tés auprès des associés personnes physiques	VL		* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032		
		Emprunts remboursés en cours d'exercice	VK	1 420							

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)Désignation de l'entreprise **SAS Z RETAIL (ZANNIER) S.A.S**Néant ☐ *

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice 1	AUGMENTATIONS : Dotations de l'exercice 2	DIMINUTIONS : Reprises de l'exercice 3	Montant à la fin de l'exercice 4
Provisions réglementées	Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers *	3T	TA	TB	TC
	Provisions pour investissement (art. 237 bis A-II) *	3U	TD	TE	TF
	Provisions pour hausse des prix (1) *	3V	TG	TH	TI
	Amortissements dérogatoires	3X	20 151	20 151	20 151
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %	3Y	3Z	3A	3B
	Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies H du CGI)	3U	3V	3W	3X
	Autres provisions réglementées (1)	3Y	3Z	3A	3B
	TOTAL I	3Z	20 151	20 151	20 151
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges	4A	4B	4C	4D
	Provisions pour garanties données aux clients	4E	4F	4G	4H
	Provisions pour pertes sur marchés à terme	4J	4K	4L	4M
	Provisions pour amendes et pénalités	4N	4P	4R	4S
	Provisions pour pertes de change	4T	4U	4V	4W
	Provisions pour pensions et obliga- tions similaires	4X	4Y	4Z	5A
	Provisions pour impôts (1)	5B	5C	5D	5E
	Provisions pour renouvellement des immobilisations *	5F	5H	5J	5K
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	5O	5P	5Q	5R
	Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer *	5R	5S	5T	5U
	Autres provisions pour risques et charges (1)	5V	5W	5X	5Y
	TOTAL II	5Z	2 060 885	2 060 885	2 060 885
Provisions pour dépréciation	sur immobilisations	6A	6B	6C	6D
		6E	6F	6G	6H
		6I	6J	6K	6L
		6M	6N	6O	6P
		6Q	6R	6S	6T
	Sur stocks et en cours	6N	6P	6R	6S
	Sur comptes clients	6T	6U	6V	6W
	Autres provisions pour dépréciation (1) *	6X	6Y	6Z	7A
	TOTAL III	7B	7 171 835	7 171 835	7 171 835
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	7C	9 252 872	9 252 872	9 252 872
Dont dotations et reprises		- d'exploitation	UE	UF	UG
		- financières	UG	UH	UI
		- exceptionnelles	UJ	UK	UL
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculé selon les règles prévues à l'article 39-I-5° du C.G.I.					10

(1) à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision ou selon l'objet de la provision.

NOTA : Les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 II de l'annexe III au CGI.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SAS Z RETAIL (ZANNIER) S.A.S										Néant ☐ *	
CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES (OU VENANT EN DIMINUTION DE L'ACTIF) *									
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises		Montant des amortissements à la fin de l'exercice			
Frais d'établissement et de développement TOTAL I		CY	3 561 536	EL	1 481 720	EM		EN	5 043 256		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL II		PE	625 376	PF	34 898	PG		PH	660 275		
Terrains		PI		PJ		PK		PL			
Constructions	Sur sol propre	PM	77 439	PN	1 253	PO		PQ	78 692		
	Sur sol d'autrui	PR	6 549	PS		PT		PU	6 549		
	Inst. générales, agencements, aménagement des constructions	PV	88 835	PW		PX		PY	88 835		
Installations techniques, matériel et outillage industriels		PZ	276 107	QA	84 596	QB		QC	360 704		
Autres immobilisations corporelles	Inst. générales, agencements, aménagement divers	QD	18 935 881	QE	3 623 773	QF	1 698 373	QG	20 861 280		
	Matériel de transport	QH	16 613	QI		QJ		QK	16 613		
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	QL	744 026	QM	67 706	QN	1 701	QO	810 030		
	Emballages récupérables et divers	QP		QR		QS		QT			
TOTAL III		QU	20 145 455	QV	3 777 329	QW	1 700 075	QX	22 222 707		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)		ØN	24 332 368	ØP	5 293 948	ØQ	1 700 075	ØR	27 926 239		
CADRE B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES									
Immobilisations amortissables	DOTATIONS			REPRISES			Mouvement net des amortissements à la fin de l'exercice				
	Colonne 1 Différentiel de durée et autres	Colonne 2 Mode dégressif	Colonne 3 Amortissement fiscal exceptionnel	Colonne 4 Différentiel de durée et autres	Colonne 5 Mode dégressif	Colonne 6 Amortissement fiscal exceptionnel					
Frais établissements TOTAL I	M9	N1	N2	N3	N4	N5	N6				
Autres immob. incorporelles TOTAL II	N7	N8	P6	P7	P8	P9	Q1				
Terrains	Q2	Q3	Q4	Q5	Q6	Q7	Q8				
Constructions	Sur sol propre	R1	R2	R3	R4	R5	R6				
	Sur sol d'autrui	R7	R8	R9	S1	S2	S3				
Inst. gales, agenc et am. des const.	S5	S6	S7	S8	S9	T1	T2				
Inst. techniques mat. et outillage	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9				
Autres immobilisations corporelles	Inst. gales, agenc am. divers	U1	U2	U3	U4	U5	U6				
	Matériel de transport	U8	U9	V1	V2	V3	V4				
	Mat. bureau et inform. mobilier	V6	V7	6 502	V8	1 825	W2				
	Emballages récup. et divers	W4	W5	W6	W7	W8	W9				
TOTAL III	X2	X3	6 502	X4	X6	1 825	X7				
Frais d'acquisition de titres de participation TOTAL IV	NL			NM			NO				
Total général (I+II+III+IV)	NP	NQ	6 502	NR	NT	1 825	NU				
Total général non ventilé (NP+NQ+NR)	NW	6 502	Total général non ventilé (NS+NI+NU)	NY	1 825	Total général non ventilé (NW+NY)	NZ				
CADRE C											
MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES*		Montant net au début de l'exercice		Augmentations		Dotations de l'exercice aux amortissements		Montant net à la fin de l'exercice			
Frais d'émission d'emprunt à étaler						Z9		Z8			
Primes de remboursement des obligations						SP		SR			

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SAS Z RETAIL (ZANNIER) S.A.S										Néant ☐ *		
CADRE A		IMMOBILISATIONS				Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice		Augmentations				
						1		2		3		
										Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste		
INCORP.	Frais d'établissement et de développement TOTAL I				CZ	5 138 350		D8		D9		
	Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL II				KD	31 168 464		KE		KF	1 536 301	
CORPORELLES	Terrains				KG	5 078		KH		KI		
	Constructions	Sur sol propre	Dont Composants	L9	KJ	90 991		KK		KL		
		Sur sol d'autrui	Dont Composants	M1	KM	6 549		KN		KO		
		Installations générales, agencements et aménagements des constructions *		Dont Composants	M2	KP	88 835		KQ		KR	
		Installations techniques, matériel et outillage industriels		Dont Composants	M3	KS	498 337		KT		KU	182 147
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers *			KV	29 300 088		KW		KX	2 674 802	
		Matériel de transport*			KY	16 613		KZ		LA		
		Matériel de bureau et mobilier informatique			LB	898 947		LC		LD	69 744	
		Emballages récupérables et divers *			LE			LF		LG		
	Immobilisations corporelles en cours				LH	378 125		LI		LJ	1 299 402	
	Avances et acomptes				LK			LL		LM		
	TOTAL III				LN	31 283 568		LO		LP	4 226 096	
	FINANCIÈRES	Participations évaluées par mise en équivalence				8G			8M		8T	
		Autres participations				8U	1 785 017		8V		8W	631 786
		Autres titres immobilisés				IP	189		IR		IS	
Prêts et autres immobilisations financières				IT	3 003 004		IU		IV	208 768		
TOTAL IV				LQ	4 788 211		LR		LS	840 554		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)				ØG	72 378 594		ØH		ØJ	6 602 952		
CADRE B		IMMOBILISATIONS				Diminutions		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice		Réévaluation légale * ou évaluation par mise en équivalence		
						par virement de poste à poste 1		par cessions à des tiers ou mises hors service ou résultant d'une mise en équivalence 2		Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice 4		
INCORP.	Frais d'établissement et de développement TOTAL I				IN		CØ		DØ	5 138 350	D7	
	Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL II				IO		LV	2 401 205	LW	30 303 559	IX	
CORPORELLES	Terrains				IP		LX		LY	5 078	LZ	
	Constructions	Sur sol propre		IQ		MA		MB	90 991	MC		
		Sur sol d'autrui		IR		MD		ME	6 549	MF		
		Inst. gales, agencés et am. des constructions		IS		MG		MH	88 835	MI		
	Installations techniques, matériel et outillage industriels				IT		MJ		MK	680 485	ML	
	Autres immobilisations corporelles	Inst. gales., agencés, aménagements divers			IU		MM	2 034 732	MN	29 940 157	MO	
		Matériel de transport			IV		MP		MQ	16 613	MR	
		Matériel de bureau et mobilier informatique, mobilier			IW		MS	1 701	MT	966 990	MU	
		Emballages récupérables et divers *			IX		MV		MW		MX	
	Immobilisations corporelles en cours				MY		MZ	1 543 846	NA	133 680	NB	
	Avances et acomptes				NC		ND		NE		NF	
	TOTAL III				IY		NG	3 580 280	NH	31 929 382	NI	
FINANCIÈRES	Participations évaluées par mise en équivalence				IZ		ØU		M7		ØW	
	Autres participations				IØ		ØX		ØY	2 416 803	ØZ	
	Autres titres immobilisés				II		2B		2C	189	2D	
	Prêts et autres immobilisations financières				I2		2E	129 177	2F	3 082 595	2G	
	TOTAL IV				I3		NJ	129 177	NK	5 499 588	2H	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)				I4		ØK	6 110 663	ØL	72 870 880	ØM		

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

(Ne pas reporter le montant des centimes)*

Désignation de l'entreprise SAS Z RETAIL (ZANNIER) S.A.S				Néant ☐ *				
				Exercice N		Exercice N - 1		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion			HA	781	503 158		
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *			HB	219 000	5 679 363		
	Reprises sur provisions et transferts de charges			HC	2 778 140	1 478 263		
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)			HD	2 997 921	7 660 785		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)			HE	558 162	937 311		
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *			HF	2 357 987	5 371 179		
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			HG	2 782 078	2 518 402		
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)			HH	5 698 228	8 826 892		
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)				HI	(2 700 306)	(1 166 107)		
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)				IJ	138 865	87 262		
Impôts sur les bénéfices * (X)				HK	76 830	(5 117)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)				HL	63 127 253	83 297 244		
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)				HM	64 937 455	104 188 653		
5 - BÉNÉFICE OU PÉRTE (Total des produits - total des charges)				HN	(1 810 202)	(20 891 409)		
RENOIS	(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme		HO				
	(2) Dont	produits de locations immobilières		HY	133 596	123 513		
		produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)		IG				
	(3) Dont	- Crédit-bail mobilier *		HP				
		- Crédit-bail immobilier		HQ				
	(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)		IH	4 214	189 667		
	(5)	Dont produits concernant les entreprises liées		IJ	989 108	54 257		
	(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées		IK	970 732	824 736		
	(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art.238 bis du C.G.I.)		HX	26 000	20 000		
	(6ter)	Dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)		RC				
		Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)		RD				
	(9)	Dont transferts de charges		A1	306 166	685 086		
	(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)		A2				
	(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)		A3	295 865	3 644 624		
	(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)		A4	34 610	5 218 625		
	(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives	A6		obligatoires	A9		
	(7)	Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :			Exercice N			
					Charges exceptionnelles		Produits exceptionnels	
ENCAISSEMENT CREANCES AMORTIES						324		
ENCAISSEMENT CHEQUES IMPAYES						457		
CESSION IMMOBILISATIONS						219 000		
REPRISE AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES						1 825		
REPRISE LITIGES SOCIAUX						999 315		
				Exercice N				
(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :				Charges antérieures		Produits antérieurs		
EAU VILLEURBANNE				3 068				
PAIES NEGATIVES				1 146				

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SAS Z RETAIL (ZANNIER) S.A.S								Néant ☐ *	
		Exercice N						Exercice (N - 1)	
		France		Exportations et livraisons intracommunautaires		Total			
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*	FA	58 808 376	FB		FC	58 808 376	64 603 463	
	Production vendue	<div> <div>bien * services *</div> </div>	FD		FE	8 301	FF	8 301	1 005 964
			FG	1 210 640	FH	369 233	FI	1 579 874	1 771 429
	Chiffres d'affaires nets *	FJ	60 019 017	FK	377 535	FL	60 396 552	67 380 857	
	Production stockée*				FM	(2 301 723)	1 050 148		
	Production immobilisée*				FN		1 717 355		
	Subventions d'exploitation				FO				
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9)				FP	609 887	1 015 662		
	Autres produits (1) (11)				FQ	406 500	4 099 178		
	Total des produits d'exploitation (2) (I)						FR	59 111 217	75 263 201
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*				FS	3 895	131 209		
	Variation de stock (marchandises)*				FT	(20 397)	(139 165)		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*				FU	12 332 191	32 347 258		
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*				FV				
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*				FW	25 031 021	36 269 110		
	Impôts, taxes et versements assimilés*				FX	1 335 013	692 729		
	Salaires et traitements*				FY	11 877 910	11 848 313		
	Charges sociales (10)				FZ	2 293 331	2 830 919		
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	<div> <div>Sur immobilisations</div> <div> <div>- dotations aux amortissements*</div> <div>- dotations aux provisions*</div> </div> </div>			GA	4 460 322	4 479 769		
					GB				
					GC	115 762	256 929		
		Sur actif circulant : dotations aux provisions*			GD	121 454	173 287		
		Pour risques et charges : dotations aux provisions			GE	105 156	5 487 941		
	Autres charges (12)				GF	57 655 660	94 378 302		
Total des charges d'exploitation (4) (II)						GG	1 455 556	(19 115 101)	
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)									
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée*	(III)			GH				
	Perte supportée ou bénéfice transféré*	(IV)			GI				
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)				GJ	989 108	54 257		
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)				GK				
	Autres intérêts et produits assimilés (5)				GL	6			
	Reprises sur provisions et transferts de charges				GM	29 000	319 000		
	Différences positives de change				GN				
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				GO				
	Total des produits financiers (V)				GP	1 018 114	373 257		
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions*				GQ	357 323	29 000		
	Intérêts et charges assimilées (6)				GR	1 011 528	868 401		
	Différences négatives de change				GS	(980)	3 912		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				GT				
	Total des charges financières (VI)				GU	1 367 870	901 313		
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)						GV	(349 756)	(528 056)	
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)						GW	1 105 800	(19 643 157)	

(RENVOIS : voir tableau n° 2053) * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SAS Z RETAIL (ZANNIER) S.A.S			Néant ☐ *	
			Exercice N	Exercice N - 1
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 54 400 000)	DA	54 400 000	54 400 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	DB	2 269 203	2 269 203
	Ecarts de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EK)	DC		
	Réserve légale (3)	DD	5 440 000	5 440 000
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE		
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1)	DF		
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ)	DG	15 555 107	15 555 107
	Report à nouveau	DH	(79 819 828)	(58 928 418)
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	(1 810 202)	(20 891 409)
	Subventions d'investissement	DJ		
	Provisions réglementées *	DK	24 828	20 151
		TOTAL (I)	DL	(3 940 890)
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM		
	Avances conditionnées	DN		
	TOTAL (II)	DO		
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP	655 874	1 299 861
	Provisions pour charges	DQ	819 257	761 024
	TOTAL (III)	DR	1 475 131	2 060 885
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS		
	Autres emprunts obligataires	DT		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU	2 714 922	2 713 418
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI)	DV	14 884	16 187
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW	3 527	
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	8 494 889	11 504 562
	Dettes fiscales et sociales	DY	5 304 570	3 357 986
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ	422 444	1 344 050
	Autres dettes	EA	59 555 393	51 851 833
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)	EB	464 284	458 791
	TOTAL (IV)	EC	76 974 916	71 246 830
	Ecarts de conversion passif* (V)	ED		
	TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	EE	74 509 157	71 172 350
RENOUVOIS	(1) Écart de réévaluation incorporé au capital	1B		
	(2) Dont { Réserve spéciale de réévaluation (1959) Ecart de réévaluation libre Réserve de réévaluation (1976)	1C		
		1D		
		1E		
	(3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *	EF		
(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	76 971 389	71 246 830	
(5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH	2 714 922	2 713 418	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SAS Z RETAIL (ZANNIER) S.A.S		Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* 12						
Adresse de l'entreprise 6 Bis Rue GABRIEL LAUMAIN 75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT		Durée de l'exercice précédent* 12						
Numéro SIRET* 6 2 4 5 0 0 1 9 5 0 1 6 0 2		Néant ☐ *						
		Exercice N clos le, 31122017						
		N-1 31122016						
		Net 3						
		Net 4						
Capital souscrit non appelé (I)		AA						
ACTIF IMMOBILISÉ*	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB	AC				
		Frais de développement *	CX	5 138 350	CQ	5 043 256	95 094	1 576 814
		Concessions, brevets et droits similaires	AF	1 811 280	AG	809 828	1 001 452	359 477
		Fonds commercial (1)	AH	28 391 326	AI	6 754 000	21 637 326	23 141 527
		Autres immobilisations incorporelles	AJ	5 530	AK		5 530	5 530
		Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL	95 421	AM		95 421	365 000
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	AN	5 078	AO		5 078	5 078
		Constructions	AP	186 376	AQ	174 078	12 298	13 551
		Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	680 485	AS	360 704	319 781	222 229
		Autres immobilisations corporelles	AT	30 923 760	AU	21 687 925	9 235 835	10 519 128
		Immobilisations en cours	AV	133 680	AW		133 680	378 125
		Avances et acomptes	AX		AY			
	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS		CT			
		Autres participations	CU	1 263 346	CV	223 000	1 040 346	1 038 346
		Créances rattachées à des participations	BB	1 153 457	BC		1 153 457	521 672
		Autres titres immobilisés	BD	189	BE		189	189
		Prêts	BF	953 101	BG		953 101	900 777
		Autres immobilisations financières*	BH	2 129 494	BI		2 129 494	2 102 226
TOTAL (II)		BJ	72 870 880	BK	35 052 791	37 818 088	41 149 673	
ACTIF CIRCULANT	STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL		BM			
		En cours de production de biens	BN		BO			
		En cours de production de services	BP		BQ			
		Produits intermédiaires et finis	BR	13 626 621	BS	115 762	13 510 859	15 681 433
		Marchandises	BT	177 647	BU		177 647	157 249
	CRÉANCES	Avances et acomptes versés sur commandes	BV		BW			
		Clients et comptes rattachés (3)*	BX	2 667 504	BY	18 868	2 648 635	3 516 003
		Autres créances (3)	BZ	15 327 479	CA		15 327 479	6 203 665
	DIVERS	Capital souscrit et appelé, non versé	CB		CC			
		Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)	CD		CE			
		Disponibilités	CF	3 542 406	CG		3 542 406	3 228 422
	Comptes de régularisation	Charges constatées d'avance (3)*	CH	1 126 716	CI		1 126 716	1 235 902
TOTAL (III)		CJ	36 468 376	CK	134 630	36 333 745	30 022 676	
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)		CW						
Primes de remboursement des obligations (V)		CM						
Ecart de conversion actif* (VI)		CN	357 323			357 323		
TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)		CO	109 696 579	1A	35 187 422	74 509 157	71 172 350	
Renvois : (1) Dont droit au bail :		(2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes :		(3) Part à plus d'un an		CR		
Clause de réserve de propriété : *	Immobilisations :	Stocks :		Créances :				

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Z RETAIL

Société par Actions Simplifiée

6 bis rue Gabriel Laumain
75010 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

Z RETAIL

Société par Actions Simplifiée

6 bis rue Gabriel Laumain
75010 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

A l'associé unique de la société Z RETAIL,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Z RETAIL relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le soutien financier du groupe exposé dans la note intitulée "Engagements hors bilan" en page 35 de l'annexe.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Le paragraphe 1 des principes, règles et méthodes comptables énoncés dans l'annexe aux comptes annuels expose les règles d'évaluation, de comptabilisation et de dépréciation des immobilisations incorporelles, et notamment des fonds de commerce.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables suivies par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans les notes annexes.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'associé unique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés à l'associé unique sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lyon, le 14 juin 2018

Le commissaire aux comptes

DELOITTE & ASSOCIES

Vanessa GIRARDET

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2017	31/12/2016
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais de développement	5 138 350	5 043 256	95 094	1 576 814
Concessions, brevets et droits similaires	1 811 281	809 828	1 001 453	359 477
Fonds commercial	28 391 327	6 754 000	21 637 327	23 141 527
Autres immobilisations incorporelles	5 530		5 530	5 530
Avances, acomptes sur immo. incorporelles	95 422		95 422	365 000
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	5 079		5 079	5 078
Constructions	186 377	174 078	12 299	13 551
Installations techniques, matériel, outillage	680 486	360 704	319 781	222 229
Autres immobilisations corporelles	30 923 761	21 687 925	9 235 836	10 519 128
Immobilisations en cours	133 681		133 681	378 125
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Autres participations	1 263 346	223 000	1 040 346	1 038 346
Créances rattachées à des participations	1 153 457		1 153 457	521 672
Autres titres immobilisés	189		189	189
Prêts	953 102		953 102	900 777
Autres immobilisations financières	2 129 494		2 129 494	2 102 226
ACTIF IMMOBILISE	72 870 880	35 052 792	37 818 089	41 149 673
STOCKS ET EN-COURS				
Produits intermédiaires et finis	13 626 621	115 762	13 510 859	15 681 433
Marchandises	177 647		177 647	157 249
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	2 667 504	18 869	2 648 636	3 516 003
Autres créances	15 327 480		15 327 480	6 203 665
DIVERS				
Disponibilités	3 542 407		3 542 407	3 228 422
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	1 126 717		1 126 717	1 235 902
ACTIF CIRCULANT	36 468 376	134 631	36 333 746	30 022 676
Ecarts de conversion actif	357 323		357 323	
TOTAL GENERAL	109 696 580	35 187 422	74 509 157	71 172 350

Rubriques	31/12/2017	31/12/2016
Capital social ou individuel (dont versé : 54 400 000)	54 400 000	54 400 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport	2 269 204	2 269 203
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	5 440 000	5 440 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	15 555 108	15 555 107
Report à nouveau	-79 819 829	-58 928 418
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-1 810 202	-20 891 409
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	24 829	20 151
CAPITAUX PROPRES	-3 940 890	-2 135 365
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	655 874	1 299 861
Provisions pour charges	819 257	761 024
PROVISIONS	1 475 131	2 060 885
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 714 923	2 713 418
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	14 885	16 187
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	3 527	
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 494 890	11 504 562
Dettes fiscales et sociales	5 304 570	3 357 986
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	422 444	1 344 050
Autres dettes	59 555 393	51 851 833
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	464 284	458 791
DETTES	76 974 917	71 246 830
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	74 509 157	71 172 350

Rubriques	France	Exportation	31/12/2017	31/12/2016
Ventes de marchandises	58 808 377		58 808 377	64 603 463
Production vendue de biens		8 302	8 302	1 005 964
Production vendue de services	1 210 641	369 234	1 579 875	1 771 429
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	60 019 017	377 535	60 396 553	67 380 857
Production stockée			-2 301 723	1 050 148
Production immobilisée				1 717 355
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			609 887	1 015 662
Autres produits			406 500	4 099 178
PRODUITS D'EXPLOITATION			59 111 217	75 263 201
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			3 895	131 209
Variation de stock (marchandises)			-20 398	-139 165
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			12 332 192	32 347 258
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			25 031 021	36 269 110
Impôts, taxes et versements assimilés			1 335 013	692 729
Salaires et traitements			11 877 911	11 848 313
Charges sociales			2 293 331	2 830 919
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			4 460 323	4 479 769
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			115 762	256 929
Dotations aux provisions			121 454	173 287
Autres charges			105 156	5 487 941
CHARGES D'EXPLOITATION			57 655 660	94 378 302
RESULTAT D'EXPLOITATION			1 455 557	-19 115 101
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			989 108	54 257
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			6	
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			29 000	319 000
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			1 018 114	373 257
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			357 323	29 000
Intérêts et charges assimilées			1 011 529	868 401
Différences négatives de change			-981	3 912
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			1 367 871	901 313
RESULTAT FINANCIER			-349 757	-528 056
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			1 105 800	-19 643 157

Rubriques	31/12/2017	31/12/2016
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	781	503 158
Produits exceptionnels sur opérations en capital	219 000	5 679 363
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	2 778 140	1 478 263
PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 997 922	7 660 785
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	558 163	937 311
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	2 357 988	5 371 179
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	2 782 078	2 518 402
CHARGES EXCEPTIONNELLES	5 698 229	8 826 892
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-2 700 307	-1 166 107
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	138 866	87 262
Impôts sur les bénéfices	76 830	-5 117
TOTAL DES PRODUITS	63 127 253	83 297 244
TOTAL DES CHARGES	64 937 455	104 188 653
BENEFICE OU PERTE	-1 810 202	-20 891 409

Dans le contexte de réorganisation du Groupe qui s'est traduit en 2016 par le changement de dénomination des entités sociales mais surtout par la fusion de 12 entités françaises, le groupe a une nouvelle organisation fonctionnelle qui lui permet à compter de l'exercice 2017 de faire évoluer sa politique de prix de transfert.

Une analyse fonctionnelle a permis de déterminer les risques et fonctions de chaque société du Groupe.

De part sa nouvelle organisation, la société KIDILIZ GROUP regroupe l'ensemble des marques, licences, clients et dirige les différents réseaux de distribution, ce qui qualifie la société d'entrepreneur principal. Inversement les autres sociétés ont des risques et fonctions limitées, elles sont qualifiées de fournisseur ou distributeur de routine.

Cette nouvelle politique de prix de transfert se traduit par une simplification des flux de facturation intragroupe, une suppression de la facturation de prestations de services intragroupe et de redevance de marque.

La méthode de prix de transfert retenue est la méthode transactionnelle de la marge nette basée sur des taux de marge issus de benchmarks de sociétés comparables. Les ajustements de prix de transfert se traduisent donc par un ajustement de résultat d'exploitation garanti par Kidiliz Group à ses distributeurs ou société de sourcing.

S'agissant d'ajustement de résultat d'exploitation qui intègre par nature des charges d'exploitation de natures diverses et notamment les frais de personnel et de loyer par nature non incorporables aux stocks, la valeur des stocks détenus en fin de période n'est pas impactée par ces ajustements de marge garantie.

Cette nouvelle politique de prix de transfert est documentée par le Master file, le Local file si applicable et le conversion file.

Les écritures de marge garantie comptabilisées sur l'exercice 2017 ont eu un impact sur le résultat d'exploitation de + 15 779 540.91€.

Le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), annoncé aux organes représentatifs des salariés au cours du mois de Novembre 2014, a été signé en février 2015. Pour rappel, une provision pour restructuration de 2,8 M€, calculée sur une hypothèse de suppression de 49 postes, avait été comptabilisée à fin décembre 2014. Au 31 décembre 2015, le groupe a finalement décidé de réduire le nombre de postes supprimés qui a été ramené à 34 personnes. Au 31 décembre 2016 la provision résiduelle a été actualisée en fonction des nouvelles hypothèses et des coûts réels constatés. Elle s'élève à 1 229 K€ après prise en compte d'une reprise de 158 K€ dont 0 K€ sans objet. Au 31 décembre 2017, la provision résiduelle s'élève à 299 K€ (5 personnes restant à notifier), après constatation d'une reprise de provision de 930K€ (dont 791K€ sans objet).

En novembre 2017, la société Z Retail a absorbé la société DH Distribution, détenue à 100%.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

« Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017 sont établis suivant les prescriptions du règlement de l'ANC N°2016-07 du 4 novembre 2016, homologué par arrêté du 26 décembre 2016 et modifiant le règlement n°2014-03 relatif au plan comptable. La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes : »:

1 - Immobilisations et amortissements

Immobilisations incorporelles

Les marques sont valorisées à leur coût d'acquisition. La valeur nette comptable des marques fait l'objet d'un test de dépréciation dès lors qu'un indice de perte de valeur est constaté. Une provision pour dépréciation est éventuellement constituée si la valeur nette comptable des marques est supérieure à la valeur actuelle (la plus élevée de la valeur vénale ou de la valeur d'usage). La valeur d'usage est déterminée en utilisant la méthode des redevances.

Les logiciels sont immobilisés en fonction de leur coût d'acquisition et font l'objet d'un amortissement linéaire de 1 à 5 ans en fonction de leur durée d'utilisation. Les coûts de développement en interne de logiciels sont immobilisés lorsque les conditions d'activation sont réunies. Ces coûts comprennent essentiellement les frais du personnel de développement et les coûts des prestataires externes.

A l'exception des coûts de développement informatique, les immobilisations incorporelles générées en interne ne sont pas activées et les dépenses sont comptabilisées en charge l'année au cours de laquelle elles sont encourues. Les fonds commerciaux sont comptabilisés à leur valeur d'entrée. Les frais d'acquisition sont comptabilisés directement en charges. Une provision pour dépréciation est éventuellement constituée pour les fonds acquis sur la base de leur valeur actuelle (la plus élevée de la valeur vénale ou de la valeur d'usage).

Mali de fusion

L'opération de fusion de la société DH Distribution dans Z Retail en 2017 a généré un mali de fusion de 301 K€.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur prix de revient d'origine.

Les amortissements des immobilisations ont été calculés en fonction de la durée d'utilisation des biens, en utilisant soit le système linéaire, soit le système dégressif sur les durées d'utilisation suivantes :

Eléments	Type d'amortissement	Durée
Constructions	Linéaire	20 à 30 ans
Agencements	Linéaire	8 à 10 ans
Installations techniques matériel et outillage	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	Dégressif	4 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	10 ans

Les amortissements, calculés d'après les durées et les modes ci-dessus et selon les coefficients admis fiscalement sont considérés comme correspondant à la durée normale d'utilisation des actifs. La différence d'amortissement constaté entre la valeur d'utilité et la valeur d'usage est prise en compte par le biais d'un amortissement dérogatoire.

Immobilisations financières

La valeur brute des immobilisations financières est constituée par le coût d'acquisition hors frais accessoires.

Une provision est constituée si la valeur d'usage des participations ou si la valeur du marché des autres titres est inférieure à leur valeur d'acquisition.

La valeur d'usage s'apprécie d'une part, en fonction de l'utilité que la participation présente pour notre société et d'autre part, en fonction des perspectives de rentabilité de la société détenue.

2 - Stocks

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements dans les entrepôts comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les stocks en magasin sont valorisés au coût d'acquisition majoré des frais de mise en place.

Une provision pour dépréciation des stocks est constituée lorsque la valeur probable d'écoulement est inférieure à la valeur brute déterminée selon les modalités ci-dessus.

3 - Créances

Elles sont valorisées à leur valeur nominale et font l'objet d'une provision pour dépréciation, appréciée au cas par cas, pour tenir compte des risques de recouvrement.

4 - Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les créances, les dettes et les disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de clôture. La différence résultant de l'actualisation des créances et dettes en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "Ecart de conversion". Les pertes latentes de change non compensées par des couvertures font l'objet d'une provision pour risque.

5- Valeurs mobilières de placement

Néant.

6 - Comptes de régularisation

Les coûts d'élaboration des nouveaux produits sont depuis le 1er janvier 2005 maintenus en charge de la période à l'exception des surcoûts constatés en cas de démarrage d'une nouvelle marque ou d'une nouvelle licence.

Les frais d'émission d'emprunts sont étalés sur la durée des emprunts correspondants.

Les indemnités versées lors de l'entrée dans les centres commerciaux, qui correspondent aux dépréciations de valeur des immeubles sur la durée du bail, sont comptabilisées en charges constatées d'avance et amorties sur la durée du contrat de location.

7 - Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont destinées à couvrir des risques et des charges que les événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet, mais dont la réalisation est incertaine.

8 - Subventions d'investissement

Néant.

9 - Comptabilisation des opérations sur les instruments financiers

Les gains et pertes relatifs à des opérations de couverture effectuées sur le marché organisé et sur le marché de gré à gré sont enregistrés au moment du dénouement de l'opération de couverture.

10 - Rachat d'actions propres

Les actions de notre société, détenues par elle-même sont inscrites :

- en valeurs mobilières de placement, à l'actif du bilan, lorsque ces titres auto-détenus sont, dès l'origine, affectés explicitement à l'attribution aux salariés ou destinés à régulariser les cours,
- dans le poste "Autres titres immobilisés" dans les autres-cas.

11 - Indemnité de départ à la retraite

La provision pour indemnités de départ à la retraite est calculée sur la base des droits acquis par les salariés en tenant compte des hypothèses suivantes :

- Turn over : il est calculé société par société, sur la base d'une moyenne des entrées et sorties constatées dans chaque catégorie de personnel (Cadre, Etam, Employé) au cours des 3 dernières années. Les taux constatés en 2017 sont compris dans une fourchette [9% ; 29%] et sont représentatifs des différents métiers au sein du Groupe (Création et Style, Approvisionnement et Logistiques, Commercial, Force de vente boutiques, Administratif)
- Pondération du Turn-over sur la base des départs constatés en 2017. Le taux de pondération est compris dans une fourchette de 0 à 44% en fonction des tranches d'âge et catégories professionnelles.
- Le taux d'actualisation est déterminé à partir des conditions de financement Long Terme constatées sur les marchés financiers à chaque clôture. Le taux retenu est déterminé sur la base des taux d'une durée de 12 ans sur la Zone Euro. Il est passé de 1,1% à 1,45% au titre de l'année 2017, la baisse en tendance étant cohérente avec celle constatée sur les marchés à cette date.
- La revalorisation et l'inflation retenue pour les calculs sont déterminées à partir de l'inflation constatée en 2017/2016. Le taux retenu en 2017 est de 1,2%.

- La table de vie statistique est déterminée à partir de la table de mortalité 2009-2011 publiée par l'INSEE

Ces engagements d'indemnités de départ à la retraite ont fait l'objet, pour partie, d'un versement sur un contrat de couverture externalisé au cours des années antérieures. La provision constatée au bilan correspond à la part des engagements non couverts par ce contrat. La part de l'engagement couverte par le contrat externalisé est de 57% en fin d'année. Les écarts actuariels sont constatés en résultat.

12 - Impôt sur les sociétés

Il est calculé à partir du résultat fiscal auquel est appliqué le taux d'impôt société en vigueur.

13 - Crédit Impôt Compétitivité Emploi

La société bénéficie du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi calculé conformément à l'article 244 quater C du CGI au taux de 7%

Pour l'exercice 2016, le CICE s'élève à 877 862.03 €, comptabilisé au crédit d'un sous-compte dédié du compte 64 « Charges de personnel ».

Le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) est principalement affecté à la réalisation d'efforts en matière d'investissement, de prospection de nouveaux marchés, et de reconstitution du fonds de roulement.

14- Changements de méthodes de présentation

Les méthodes d'évaluation retenues n'ont pas subi de modifications de nature à empêcher la comparaison d'un exercice à l'autre.

0	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
(en €)	Frais d'établissement et développement	Concessions, brevets, et droits similaires	Fonds commercial	Autres immobilisations incorporelles	Avances et acomptes	Total
Valeurs brutes :						
31/12/2016	5 138 350	1 134 407	29 663 527	5 530	365 000	36 306 814
Fusions			301 301			
Acquisitions			1 125 000		95 422	1 220 422
Virement poste a poste		676 874	(676 874)			
Cessions			(2 021 628)		(365 000)	(2 386 628)
31/12/2017	5 138 350	1 811 281	28 391 326	5 530	95 422	35 140 608
Amortissements et provisions						
31/12/2016	(3 561 536)	(774 929)	(6 522 000)			(10 858 465)
Fusions						
Dotations	(1 481 720)	(34 899)	(2 009 000)			(3 525 619)
Reprises sur cessions			1 777 000			1 777 000
31/12/2017	(5 043 256)	(809 828)	(6 754 000)			(12 607 084)
Valeurs nettes :						
31/12/2016	1 576 814	359 477	23 141 527	5 530	365 000	25 448 349
31/12/2017	95 094	1 001 453	21 637 327	5 530	95 422	22 533 524

Le Règlement ANC 2015-06 modifiant le règlement ANC N°201-03 relatif au Plan Comptable Général conduit à comptabiliser le mali technique de fusion au bilan par catégorie d'actif selon son affectation aux plus-values latentes sur les actifs sous-jacents apportés. Ainsi, le mali technique de fusion est affecté aux plus-values latentes sur le portefeuille de marques détenues et non plus en fonds commercial.

Frais établissement (en €)	Valeurs nettes
Frais de création	95 094
31 décembre 2017	95 094

Eléments du fonds commercial	Valeurs nettes	Amortissement Durée	Taux
Fonds commercial	6 979 763		
Droits d'entrée	2 374 898		
Droit au bail	19 036 666		
Provision dépréciation fonds commercial (-)	-6 754 000		
31 décembre 2017	21 637 327		

NOTE: 2		IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
(en €)		Terrains et agencements terrains	Constructions	Autres immobilisations	Total
Valeurs brutes :					
31/12/2016		5 079	186 377	31 092 111	31 283 567
Fusions		0			
Acquisitions		0	0	3 020 809	3 020 809
Cessions		0	0	(2 374 593)	(2 374 593)
31/12/2017		5 079	186 377	31 738 327	31 929 783
Amortissements et provisions					
31/12/2016		0	(172 825)	(19 972 629)	(20 145 454)
Fusions					
Dotations			(1 253)	(3 776 076)	(3 777 329)
Reprises sur cessions			0	1 700 075	1 700 075
31/12/2017		0	(174 078)	(22 048 630)	(22 222 708)
Valeurs nettes :					
31/12/2016		5 078	13 551	11 119 482	11 138 111
31/12/2017		5 079	12 299	9 689 298	9 706 675

NOTE: 3	IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
(en €)	Titres de participations	Autres titres immobilisés	Prêts et autres immobilisations financières	Total
Valeurs brutes :				
31/12/2016	1 785 017	189	3 003 004	4 788 210
Fusions				
Acquisitions	631 786		208 769	840 555
Cessions			(129 177)	(129 177)
31/12/2017	2 416 803	189	3 082 596	5 499 588
Amortissements et provisions				
31/12/2016	225 000			225 000
Fusions				
Dotations				
Reprises	(2 000)			(2 000)
31/12/2017	223 000			223 000
Valeurs nettes :				
31/12/2016	1 560 017	189	3 003 004	4 563 210
31/12/2017	2 193 803	189	3 082 596	5 276 588
Dont produits à recevoir :	0	0	0	0
Dont entreprises liées :	2 172 885	0	0	2 172 885

NOTE 4 - TABLEAU DES FILIALES

Sociétés ou groupe de sociétés	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenus en %	Valeur comptable des titres détenus	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice écoulé	Bénéfice ou perte (-) du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette				
(en milliers d'euros)		(1) (3)	(1) (3)				(2) (3)	(1) (3)	
A) FILIALES (50 % au moins du capital détenu par la société)									
1) - FRANCAISES									
Néant									
2) - ETRANGERES									
CAZ APPRO	56	6	50,00	39	39		322	199	
CAZ MAROC	9	(79)	99,90	10	0	17	-	0	0

B) PARTICIPATIONS (10 à 50 % du capital détenu par la société)

Néant

- (1) Le cours d'évaluation retenu est le taux de clôture
(2) Le cours d'évaluation retenu est le taux moyen
(3) Les chiffres ci-dessous sont ceux retenus pour la consolidation
(4) Société sans activité

NOTE: 5 (en €)	STOCKS	
	31/12/2017	31/12/2016
Produits intermédiaires et finis	13 626 621	15 928 344
Marchandises et autres	177 647	157 250
Autres biens		
Montant brut	13 804 268	16 085 594
Provisions pour dépréciation	(115 762)	(246 911)
Montant net	13 688 506	15 838 683

NOTE: 6		CLIENTS		
Créances Clients (en €)	-1 an	+ 1 an	31/12/2017	31/12/2016
Clients (1)	2 654 540		2 654 540	3 520 008
Clients douteux	12 965		12 965	24 369
Montant brut	2 667 504		2 667 504	3 544 377
Provisions pour dépréciation	(18 869)		(18 869)	(28 372)
Montant net	2 648 636		2 648 636	3 516 005
(1) Dont entreprises liées			1 518 940	2 868 682
Dont produits à recevoir			767 701	2 734 495

NOTE: 7 (en €)	AUTRES CREANCES			
	-1 an	+ 1 an	31/12/2017	31/12/2016
Créances fiscales et sociales (1)	563 074		563 074	1 441 460
Groupe et associés	3 596 165		3 596 165	2 889 042
Autres	11 168 241		11 168 241	1 873 163
Montant brut	15 327 480		15 327 480	6 203 665
Provisions pour dépréciation				
Montant net	15 327 480		15 327 480	6 203 665
(1) Dont entreprises liées	3 596 165			2 889 042
Dont produits à recevoir	10 596 000,65			423 299

NOTE:8	DISPONIBILITE			
Disponibilité (en €)	-1 an	+ 1 an	31/12/2017	31/12/2016
Valeur mobilière				
Trésorerie Active	3 542 407		3 542 407	3 228 422

effets à l'encaissement

Recettes à l'encaissement 743 423,37 555 460,77

NOTE: 9		COMPTES DE REGULARISATION ACTIF			
Charges Constatées d'avances (en €)	-1 an	+1 an	31/12/2017	31/12/2016	
D'exploitation	1 126 717	0	1 126 717	1 235 902	
Financières					
Exceptionnelles					
Total	1 126 717	0	1 126 717	1 235 902	

Charges à répartir (en €)	Charges différées	Frais d'acquisitions immobilisations	Frais d'émissions emprunts	Charges à étaler	Autres	Total
Valeurs brutes:						
31/12/2016			0			
Entrées			0			
Sorties			0			
31/12/2017			0			
Amortissements:						
31/12/2016			0			
Dotations			0			
Reprises			0			
31/12/2017			0			
Valeurs nettes:						
31/12/2016			0			
31/12/2017			0			

Dont à plus 1 an

0

NOTE: 10		Variation des capitaux propres:				
Avant affectation du résultat (en €)		Nombre d'action	Capital	Prime d'émission	Autres Réserves	Impact Fusion
31/12/2016		1 700 000	54 400 000	2 269 203	-58 804 569	0
Augmentation capital						-2 135 366
Autres reserves						
Frais création 2015 immobilisés						
Reprises aux provisions réglementées					4 677	
Résultat de l'exercice					(1 810 202)	
31/12/2017		1 700 000	54 400 000	2 269 203	-60 610 094,25	0
						-3 940 891,25

Au 31 Décembre 2017, le capital social de notre société s'élève à 54 400 000 euros, divisé en 1 700 000 actions de 32 euros cha libérées. Chaque action confère un droit de vote à son détenteur.

NOTE: 11

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

(en €)	31/12/2016	Augmentations	Diminutions Pour utilisation	Diminutions Sans objet	31/12/2017
Provision pour litiges	73 500	9 090	69 050		13 540
Provision pertes change		357 323			357 323
Autres provisions pour risques	1 392 258		1 004 571		387 687
Provision pour indemnité de retraite	595 127	121 454			716 581
Autres provisions pour charges					
Total	2 060 885	487 867	1 073 621		1 475 131

NOTE: 12 (en €)	DETTES FINANCIERES				
	-1 an	1 à 5 ans	+5 ans	31/12/2017	31/12/2016
Emprunts					
Depots recus					
Fonds de participations	14 885			14 885	16 188
Concours bancaires courants	2 714 923			2 714 923	2 713 418
Total	2 729 808	0	0	2 729 808	2 729 606

NOTE: 13		AUTRES DETTES			
(en €)	-1 an	1 à 5 ans	+5 ans	31/12/2017	31/12/2016
Dettes fournisseurs	8 917 334			8 917 334	11 504 562
Dettes fiscales et sociales	5 304 570			5 304 570	3 357 986
Groupe et associés	59 093 262			59 093 262	51 450 456
Autres dettes	465 659			465 659	1 745 429
Total	73 780 825			73 780 825	68 058 433
<i>Dont charges à payer</i>				5 271 561	5 478 226
<i>Dont entreprises liées</i>				64 189 754	58 914 435

NOTE: 14	COMPTE DE REGULARISATION PASSIF				
(en €)	-1 an	1 à 5 ans	+5 ans	31/12/2017	31/12/2016
Produits Constatés d'avance	464 284			464 284	458 791
Ecart de conversion passif	357 323			357 323	
Total	821 607	0	0	821 607	458 791

NOTE: 15	VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES			
(en €)	France	Export	31/12/2017	31/12/2016
Vente de marchandises	58 808 377	8 302	58 816 678	65 609 427
Prestations de services	1 210 641	369 234	1 579 875	1 771 429
Total	60 019 017	377 535	60 396 553	67 380 856

dont entreprises liées

1 115 936

2 758 809

NOTE: 16	AUTRES CHARGES ET PRODUITS D'EXPLOITATION
-----------------	--

	PRODUITS D'EXPLOITATION	
(en €)	2 017	2 016
Transferts de charges	306 166	685 086
Redevances	295 865	3 994 614
Prod Immos incorp		
Autres	110 635	435 141
Total	712 666	5 114 841

dont entreprises liées 274 3 592 510

	AUTRES CHARGES	
(en €)	2 017	2 016
Redevances	(34 611)	(5 379 242)
Pertes sur créances irrécouvrables	(68 834)	(106 404)
Autres	(1 712)	(2 296)
Total	(105 156)	(5 487 941)

dont entreprises liées 17 789 5 218 626

NOTE: 17	RESULTAT FINANCIER	
(en €)	31/12/2017	31/12/2016
Frais générés par l'endettement long moyen terme	(40 753)	(46 769)
Résultat financier sur opérations d'exploitation	(1 327 118)	(854 545)
Opérations sur autres titres immobilisés	1 018 114	373 257
Total	(349 757)	(528 057)
dont entreprises liées (Charges)	970 732	824 736
dont entreprises liées (Produits)	989 108	54 257

NOTE: 18	RESULTAT EXCEPTIONNEL	
(en €)	31/12/2017	31/12/2016
(Dotations)/reprises des provisions des litiges contentieux commerciaux et sociaux	990 225	326 646
Plus ou moins-values nettes sur cessions d'actifs	(2 138 988)	308 184
Abandon de créance a caractere commercial		
Autres profits et (pertes) exceptionnels	(1 551 544)	(1 800 937)
Total	(2 700 307)	(1 166 107)

NOTE: 19	IMPOT SUR LES BENEFICES
----------	-------------------------

"Intégration fiscale

Depuis le 1er janvier 2006, SOFIZA S.A.S. et ses principales filiales ont opté pour le régime fiscal des groupes de sociétés (article n°68, loi de finances 1988). Le périmètre d'intégration comprend sept sociétés. SOFIZA S.A.S. est la société mère.

Conformément à la convention d'intégration fiscale, la méthode de neutralité a été retenue comme schéma de comptabilisation. L'économie d'impôt sur les sociétés, réalisée par le Groupe et consécutive à la remontée des déficits fiscaux des filiales, bénéficie uniquement à la société mère.

Ventilation de l'impôt entre le résultat courant et le résultat exceptionnel

Répartition	Résultat avant impôts	Impôts	Participations	Résultat net après impôts
Résultat courant	1 105 800	(76 830)	(138 866)	890 105
Résultat exceptionnel	(2 700 307)	.		(2 700 307)
Résultat comptable	(1 594 507)	(76 830)	(138 866)	(1 810 202)

NOTE: 20	PARTICIPATION DES SALARIES AUX RESULTATS
----------	--

(en €)	Montant
Dotation à la réserve spéciale de participation de l'exercice	80 022,51

Le montant figurant au compte de résultat, correspond à la quote part de participation des salariés déterminée globalement au niveau de l'UES dont fait partie la société.

NOTE: 21	CREANCES ET DETTES REPRESENTÉES PAR DES EFFETS DE COMMERCE
----------	--

(en €)	31/12/2017	31/12/2016
Créances clients et comptes rattachés		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	109 918	65 706
Dettes fournisseurs d'immobilisations	97 440	1 080 297

Variation de la charge fiscale
future

Déclaration au 31/12/2017

NOTE: 20

VARIATION DE LA CHARGE FISCALE FUTURE

(en €)	31/12/2016	Augmentations	Diminutions	31/12/2017
Différences temporaires fiscales	(31 524)		(83 378)	(114 902)
Produits et charges non encore comptabilisés		119 108		119 108
Situation fiscale différée nette	(31 524)	119 108	(83 378)	4 206
Déficit reportable	(28 778 110)		(1 105 387)	(29 883 497)
Moins-values à long terme antérieures à l'intégration fiscale				
Moins-values à long terme dans l'intégration fiscale				
Situation fiscale latente nette	(28 778 110)	0	(1 105 387)	(29 883 497)

NOTE: 21	INCIDENCES FISCALES DEROGATOIRES
----------	----------------------------------

(en €)	31/12/2016	Augmentations	Diminutions	31/12/2017
Amortissements dérogatoires	20 152	6 502	1 825	24 829
Total	20 152	6 502	1 825	24 829

NOTE 22 - ENGAGEMENTS HORS BILANEngagements donnés

Engagements Donnés	31/12/2016	31/12/2017
Avals et cautions (donnés)	307 000 €	267 000 €
Hypothèques et nantissements (donnés)		
Clause retour meilleure fortune (donnés)		

Engagements reçus

Engagements reçus	31/12/2016	31/12/2017
Avals et cautions (reçus)	5 338 000 €	5 435 000 €
Clause retour meilleure fortune (reçu) (1)	1 259 319 €	1 259 319 €
Autres engagements reçus	25 000 €	25 000 €

(1) Abandon de créance accordé à la société Groupe Zannier Italie, le retour à meilleure fortune interviendra dès que le résultat fiscal de Groupe Zannier Italie sera positif, au plus tard le 31 décembre 2025, après prise en compte de la créance abandonnée. Toutefois, le retour à meilleure fortune ne pourra excéder annuellement 30% du résultat fiscal de Groupe Zannier Italie retenu au-delà de 100 000 € et avant prise en compte d'une somme équivalente audit résultat fiscal.

KIDILIZ GROUP s'engage à apporter son soutien financier à sa Filiale Z RETAIL qu'elle détient à 100%, suite aux difficultés financières rencontrées par celle-ci, et en application du maintien du principe de continuité d'exploitation pour l'établissement de ses comptes sociaux.

KIDILIZ GROUP s'engage à ne pas demander le remboursement des prêts et des comptes courants actuellement consentis, et à apporter le cas échéant la trésorerie nécessaire afin que Z RETAIL puisse faire face à ses engagements et poursuivre normalement son activité. KIDILIZ GROUP sera prêt à financer d'éventuels plans de restructuration que la Filiale ne pourrait financer elle-même et ce jusqu'à la date de l'assemblée générale approuvant les comptes clos le 31 décembre 2018.

KIDILIZ GROUP confirme avoir la capacité financière d'assurer un tel soutien.

Droit Individuel à la Formation

Depuis le 1er janvier 2015, le Droit Individuel à la formation (DIF) a été supprimé et remplacé par le Compte Personnel de Formation (CPF).

NOTE 23 - INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE

L'indemnité de départ à la retraite a fait l'objet d'une comptabilisation d'une dotation de provision dans le compte de "provisions pour risques" pour un montant de 121 454 €. La provision au 31.12.17 est donc de 716 581 euros.

NOTE 24 - INSTRUMENTS FINANCIERS DE CHANGE ET DE TAUX

NEANT

NOTE 25 - EFFECTIF MOYEN

	2017	2016
Cadres	0	0
Employés	383	382
Techniciens - maîtrise	175	183
Effectif salariés	558	565

NOTE 26 - REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Rémunérations directes : NEANT

Rémunérations indirectes : NEANT

NOTE 27 - IDENTITE DES SOCIETES MERES CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE

SOFIZA

6 bis rue Gabriel Laumain
75010 PARISN° Siret : 487 544 082 00018
Code ape : 7010 Z

Notre société, en tant que filiale de KIDILIZ GROUP est intégrée globalement dans les comptes de la société mère SOFIZA.

NOTE 28 – TRANSACTIONS EFFECTUEES AVEC DES PARTIES LIEES

Aucune transaction significative n'a été conclue avec des parties liées en dehors des conditions normales de marché au cours de l'exercice 2017.

NOTE 29 - EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement significatif postérieur à la clôture n'est connu à ce jour.